

"L'axe franco-allemand en question" dans Le Point (28 novembre 2003)

Légende: Le 28 novembre 2003, l'hebdomadaire français Le Point fustige l'attitude de l'Allemagne et de la France qui, trois jours plus tôt à Bruxelles, ont obtenu de leurs partenaires européens qu'ils renégocient les règles strictes du pacte de stabilité et de croissance et déplore les difficultés politiques qu'éprouve la Conférence intergouvernementale (CIG) pour finaliser le projet de Constitution européenne en invitant la France et l'Allemagne à retrouver un rôle moteur dans le processus de construction européenne.

Source: Le Point. [EN LIGNE]. [Paris]: [10.08.2005]. Disponible sur <http://www.lepoint.fr/europe/document.html?did=138812>.

Copyright: (c) Le Point

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"1_axe_franco_allemand_en_question"_dans_le_point_28_novembre_2003-fr-4adccb2-4fab-405a-95a0-19fdb3f9b66b.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

L'axe franco-allemand en question

par Pierre Beylau

Pacte de stabilité bafoué, incertitudes sur la future Constitution, interrogations sur l'élargissement... Les nuages s'accumulent

L'Europe flageole, son avenir se couvre d'une brume incertaine, ses institutions et ses règles subissent de dangereuses torsions. Le pacte de stabilité, jadis présenté comme étant la loi et les prophètes, est transgressé par ceux-là mêmes qui l'ont jadis imposé, et en premier lieu les Allemands. Paris et Berlin ont, de justesse et après des débats houleux, fait prévaloir au sein de l'eurogroupe une « lecture politique » de ce pacte.

Les deux capitales, dont les déficits budgétaires se situent largement au-dessus de la barre des 3 % autorisée, échappent ainsi aux sanctions prévues par le texte. L'indiscipline est légalisée au nom de la nécessaire relance. Il est vrai que les États-Unis n'ont pas hésité à creuser un déficit budgétaire abyssal (plus de 500 milliards de dollars et plus de 4 % du PIB) et que le Japon caracole au-dessus des 7 %. L'avenir dira si la démarche est économiquement efficace pour stimuler une croissance défailante. Mais, sur le plan politique, la cohésion européenne est une fois de plus mise à mal. Les États qui se veulent vertueux – Espagne, Autriche, Pays-Bas, Finlande – se sont opposés à tout laxisme.

Cette affaire intervient alors que la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de finaliser la Constitution européenne s'enlise. La Convention présidée par Valéry Giscard d'Estaing avait accouché d'un projet de compromis qui paraissait acceptable. Quatre idées dominaient : un président du Conseil européen élu pour un mandat de deux ans et demi renouvelable ; une Commission resserrée à 15 membres renforcés par des commissaires sans droit de vote ; un ministre des Affaires étrangères européen ; l'extension du vote à la majorité qualifiée.

La Convention semblait s'être achevée dans un climat de consensus général. Mais il y avait maldonne. Les six États fondateurs de l'Europe (France, Allemagne, Italie, Benelux) et même – plus discrètement – la Grande-Bretagne se satisfaisaient à peu près d'un texte qui faisait la part belle à l'intergouvernemental au détriment du fédéral. D'autres, comme l'Espagne ou la Pologne, entendaient le discuter pied à pied. Raison essentielle : ces deux pays avaient bénéficié, lors de la signature du calamiteux traité de Nice, en décembre 2000 (qui restera de toute façon en vigueur jusqu'en 2009), d'un traitement privilégié. Ils ont le sentiment de perdre du terrain et défendent bec et ongles ce qu'ils estiment être leur intérêt. A tel point qu'un échec de la CIG, qui devrait en principe se terminer à la fin de l'année, n'est pas exclu. C'est dans cette atmosphère que les idées agitées de part et d'autre du Rhin sur une « union » franco-allemande prennent leur sens.

Car à la cacophonie sur le pacte de stabilité, à la foire d'empoigne de la CIG s'ajoutent les interrogations sur un élargissement rendu indispensable par la chute du mur de Berlin. L'Europe à 25 risque de se muer en simple zone de libre-échange et d'être vidée de tout contenu politique. La victoire, en quelque sorte, de la vision britannique. Dans cette hypothèse, la France et l'Allemagne pourraient constituer le nouveau môle où viendraient s'arrimer ceux qui voient dans l'Europe pas uniquement un grand marché, mais une véritable communauté de destins.